Art. 23. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 23. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTERE DES FINANCES

F. 97 — 2474 [C − 97/03589]

22 OCTOBRE 1997. — Arrêté ministériel relatif aux règles générales concernant les obligations linéaires

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 37 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire;

Vu la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1997, en particulier l'article 8, § 1er, 1°;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, en particulier l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1997 relatif aux obligations linéaires,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1er. Aux fins du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° teneurs de marché : le corps de teneurs de marché visés à l'article 8 de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie;

2° arrêté cadre : l'arrêté royal du 16 octobre 1997 relatif aux obligations linéaires.

CHAPITRE II. — *L'émission d'obligations linéaires par adjudication sur appel d'offre*

Section Ire. — La participation aux adjudications

Art. 2. La participation aux adjudications se fait exclusivement en nom propre.

Les soumissionnaires doivent être titulaires d'un compte d'obligations linéaires dématéralisées et être inscrits par l'Administration de la trésorerie sur la liste des soumissionnaires admis.

Peuvent être inscrites sur la liste des soumissionnaires admis, les personnes morales et institutions qui introduisent une demande à cet effet au moyen d'un formulaire dûment rempli et signé, dont le modèle est déterminé par l'Administration de la trésorerie.

La demande doit être visée par le teneur de comptes auprès duquel le demandeur est titulaire d'un compte d'obligations linéaires et par l'intermédiaire duquel les obligations attribuées seront livrées et payées.

Doivent être annexés à la demande, le texte coordonné des statuts ou des dispositions constituant le statut juridique du demandeur ainsi que les documents attestant des pouvoirs des signataires de la demande. Si ces documents ne sont pas établis dans l'une des langues nationales, une traduction par un traducteur belge assermenté peut être exigée. Ces documents ne sont pas exigés si l'établissement de crédit ou de bourse qui a visé la demande confirme l'exactitude des données d'identification et le pouvoir des signataires de la demande.

Toute modification des données communiquées dans la demande et dans les documents qui lui sont joints doit être transmise sans délai à l'Administration de la trésorerie.

Le demandeur est informé de son inscription sur la liste des soumissionnaires admis et du numéro d'identification qui lui a été attribué, au plus tard dans les quinze jours suivant l'introduction d'un dossier complet.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 97 — 2474 [C − 97/03589]

22 OKTOBER 1997. — Ministerieel besluit betreffende de algemene regels inzake de lineaire obligaties

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 37 van de Gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire instrumentarium;

Gelet op de wet van 16 december 1996 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1997, in het bijzonder artikel 8, § 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, in het bijzonder artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1997 betreffende de lineaire obligaties,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° markthouders : het korps van markthouders bedoeld door artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten;

2° kaderbesluit : het koninklijk besluit van 16 oktober 1997 betreffende de lineaire obligaties.

HOOFDSTUK II. — *Uitgifte van lineaire obligaties via aanbesteding na offerteaanvraag*

Afdeling I. — De deelneming aan de aanbestedingen

Art. 2. De deelneming aan de aanbestedingen gebeurt uitsluitend in eigen naam.

De inschrijvers moeten houder zijn van een rekening gedematerialiseerde lineaire obligaties en ingeschreven zijn door de Administratie der thesaurie op de lijst van de aanvaarde inschrijvers.

Op de lijst van de aanvaarde inschrijvers kunnen worden geplaatst de rechtspersonen en instellingen die daartoe een aanvraag indienen op een behoorlijk ingevuld en ondertekend formulier waarvan het model is vastgesteld door de Administratie der thesaurie.

De aanvraag dient te zijn geviseerd door de instelling die de rekening lineaire obligaties van de aanvrager bijhoudt en haar bemiddeling verleent bij de afgifte en de betaling van de toegewezen obligaties.

Bij de aanvraag dienen te worden gevoegd de gecoördineerde tekst van de statuten of van de bepalingen die de juridische status van de aanvrager uitmaken en de documenten waaruit de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag blijken. Indien die documenten niet in één van de landstalen zijn gesteld, mag een vertaling van een Belgisch beëdigd vertaler worden geëist. Die documenten zijn niet vereist indien de krediet- of beursinstelling die de aanvraag heeft geviseerd de juistheid van de identificatiegegevens en de bevoegdheid van de ondertekenaars van de aanvraag bevestigt.

Iedere wijziging van de in de aanvraag medegedeelde gegevens en de daarbij gevoegde stukken moet zonder verwijl worden medegedeeld aan de Administratie der thesaurie.

De aanvrager wordt, ten laatste binnen veertien dagen na de indiening van een volledig dossier, in kennis gesteld van zijn inschrijving op de lijst van de aanvaarde inschrijvers en van het hem toegekende identificatienummer.

Un soumissionnaire admis peut, s'il y a lieu, être rayé de la liste ou exclu temporairement des adjudications. Ces décisions sont communiquées au soumissionnaire concerné.

Section II. — Calendrier des émissions
Les annonces des appels d'offres

Art. 3. Avant le premier janvier de chaque année, un calendrier indicatif des émissions pour l'année suivante est publié dans le *Moniteur belge*.

Le calendrier mentionne, pour chaque adjudication, les dates visées à l'article 5, alinéa 2 de l'arrêté cadre.

Art. 4. L'appel d'offres est communiqué dans un délai compatible avec la pratique du marché, via les pages de l'Administration de la trésorerie dans les systèmes Reuters et Telerate.

L'appel d'offre mentionne :

1° les dates visées à l'article 5, alinéa 2 de l'arrêté cadre;

2° les caractéristiques et le code des obligations linéaires à émettre.

Une renonciation conformément aux alinéas 1er ou 2 de l'article 6 de l'arrêté cadre est annoncée via les pages de l'Administration de la trésorerie dans les systèmes Reuters et Telerate. Les teneurs de marchés reçoivent en outre une confirmation par télécopie.

Section III. — Le contenu des offres

Art. 5. Les offres doivent être établies suivant le modèle fixé par l'Administration de la trésorerie et conformément aux directives qui y sont données. Les offres qui ne sont pas conformes à cette exigence peuvent être rejetées.

Le montant de l'offre est le montant nominal des obligations linéaires.

Le montant de l'offre doit être en ce qui concerne les obligations linéaires libellées en francs belges, un multiple de cinq millions de francs avec un minimum de cinquante millions de francs par prix offert.

Le montant de l'offre, en ce qui concerne les obligations linéaires non libellées en francs belges, est fixé dans l'arrêté d'émission.

Le prix offert est exprimé en pourcentage de la valeur nominale des obligations linéaires. Le nombre de décimales et le mode d'arrondissement du prix offert sont fixés dans le prospectus d'émission.

Section IV. — L'introduction des offres

Art. 6. Au plus tard à 12 heures le jour de l'adjudication, les offres doivent être introduites au Ministère des Finances, Administration de la trésorerie, de l'une des manières suivantes :

1° par télécopie; les messages peuvent être envoyés au plus tôt le jour de l'adjudication à partir de 11 heures 30;

2° par porteur; les offres peuvent être remises au plus tôt le jour de l'adjudication à partir de 11 h 30 m, sous enveloppe fermée et contre accusé de réception du fonctionnaire compétent;

3° par transmission électronique.

Les personnes et institutions inscrites sur la liste visée à l'article 2 sont informées des numéros de télécopie à utiliser et du destinataire à mentionner sur les enveloppes.

L'usage de moyens de télécommunication s'effectue sous la responsabilité exclusive du soumissionnaire.

Les plis doivent permettre l'identification des soumissionnaires.

Une offre introduite lie le soumissionnaire de manière irrévocable.

Section V. — L'adjudication

Art. 7. Les offres sont adjugées aux prix offerts par les soumissionnaires à l'adjudication.

Toutes les offres introduites à des prix supérieurs au prix le moins élevé pris en considération sont adjugées pour leur montant intégral.

Les offres introduites au prix offert le moins élevé pris en considération peuvent être adjugées pour un montant réduit proportionnellement, auquel cas les montants ainsi réduits sont arrondis, en ce qui

Indien daartoe aanleiding bestaat kan een aanvaarde inschrijver van de lijst worden geschrapt of tijdelijk van de aanbestedingen worden uitgesloten. Die beslissingen worden aan de betrokken inschrijver medegedeeld.

Afdeling II. — Emissiekalender
Bekendmaking van de uitnodigingen tot het indienen van offertes

Art. 3. Vóór één januari van ieder jaar wordt een indicatieve kalender van de uitgiften voor het volgende jaar bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze kalender vermeldt, voor elke aanbesteding, de data bedoeld in artikel 5, lid 2 van het kaderbesluit.

Art. 4. Binnen een termijn gebruikelijk op de markt wordt de uitnodiging tot het indienen van offertes bekendgemaakt via de pagina's van de Administratie der thesaurie in het Reuters- en Teleratesysteem.

De uitnodiging vermeldt :

1° de data bedoeld in artikel 5, lid 2 van het kaderbesluit;

2° de kenmerken en de code van de uit te geven lineaire obligaties.

Een verzaking overeenkomstig lid 1 of 2 van artikel 6 van het kaderbesluit wordt aangekondigd via de pagina's van de Administratie der thesaurie in het Reuters- en Teleratesysteem. De markthouders ontvangen bovendien een bevestiging per telefax.

Afdeling III. — De inhoud van de offertes

Art. 5. De offertes moeten worden opgesteld volgens het door de Administratie der thesaurie vastgestelde model en overeenkomstig de daarbij verstrekte richtlijnen. Offertes die hiermede niet in overeenstemming zijn kunnen worden verworpen.

Het bedrag van de offerte is het nominale bedrag van de lineaire obligaties.

Het bedrag van de offerte dient voor de in Belgische frank uitgedrukte lineaire obligaties, een veelvoud van vijf miljoen frank te zijn, met een minimum van vijftig miljoen frank per voorgestelde prijs.

Het bedrag van de offerte wordt, voor de lineaire obligaties die niet uitgedrukt zijn in Belgische frank, bepaald door het uitgiftebesluit.

De voorgestelde prijs moet worden uitgedrukt in een percentage van de nominale waarde van de lineaire obligaties. Het aantal decimalen en de wijze van afronding van de voorgestelde prijs worden bepaald in het uitgiftebesluit.

Afdeling IV. — Indiening van de offertes

Art. 6. Uiterlijk om 12 uur op de dag van de aanbesteding moeten de offertes bij het Ministerie van Financiën, Administratie der thesaurie, zijn ingediend op één van de volgende wijzen :

1° per telefax; de berichten mogen ten vroegste vanaf 11 uur 30 op de dag van de aanbesteding worden verzonden;

2° per bode; de offertes mogen ten vroegste vanaf 11 uur 30 op de dag van de aanbesteding worden afgegeven, in een gesloten omslag en tegen ontvangstbewijs verstrekt door de bevoegde ambtenaar;

3° door elektronische transmissie.

De rechtspersonen en instellingen die zijn ingeschreven op de in artikel 2 bedoelde lijst worden in kennis gesteld van de te gebruiken telefaxnummers en van de op de omslagen te vermelden geadresseerde.

De verantwoordelijkheid voor het gebruik van telecommunicatiemiddelen berust uitsluitend bij de inschrijver.

De omslagen moeten de identificatie van de inschrijvers mogelijk maken.

Een ingediende offerte is bindend en onherroepelijk.

Afdeling V. — De aanbesteding

Art. 7. De offertes worden toegewezen tegen de door de inschrijvers bij de aanbesteding voorgestelde prijzen.

Al de offertes tegen inschrijvingsprijzen die hoger zijn dan de laagste in aanmerking genomen prijs worden toegewezen voor het totale bedrag.

De offertes tegen de laagste in aanmerking genomen prijs kunnen ten belope van een naar evenredigheid verminderd bedrag worden toegewezen; in dat geval worden de verminderde bedragen, voor de in

concerne les obligations linéaires libellées en francs belges, à la tranche de 5 millions de francs immédiatement supérieure, avec un minimum de 50 millions de francs par offre.

La méthode d'arrondissement, en ce qui concerne les obligations linéaires non libellées en francs belges, est fixée dans l'arrêté d'émission.

Section VI. — L'annonce des résultats des adjudications

Art. 8. § 1er. Sont communiqués dans les meilleurs délais après l'adjudication, et, hormis les cas d'impossibilité technique, au plus tard le jour de l'adjudication à 14 heures via les pages de l'Administration de la trésorerie dans les systèmes Reuters et Telerate :

1° le montant total des offres validées;

2° les prix offerts maximums et minimums;

3° le montant adjugé et le prix offert le moins élevé pris en considération;

4° le pourcentage adjugé d'offres introduites au prix offert le moins élevé pris en considération;

5° le prix moyen pondéré de l'adjudication;

6° le rendement moyen pondéré;

7° le nombre de soumissionnaires à qui une offre a été adjugée.

§ 2. Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres si l'annonce des résultats a lieu le jour de l'adjudication après 14 heures.

§ 3. Si les résultats complets de l'adjudication ne peuvent pas être communiqués dans des délais raisonnables après 14 heures le jour de l'adjudication, via les systèmes Reuters et Telerate, l'Administration de la trésorerie communiquera au marché et aux adjudicataires par priorité :

1° le prix offert le plus bas pris en considération;

2° le pourcentage adjugé d'offres introduites au prix offert le plus bas pris en considération;

3° le prix moyen pondéré de l'adjudication.

§ 4. Hormis les cas où ils ont été informés conformément au § 3, les adjudicataires peuvent révoquer leur offre si les données visées dans ce paragraphe ne sont pas communiquées via les pages de l'Administration de la trésorerie dans les systèmes Reuters et Telerate le jour de l'adjudication avant 16 heures. La révocation doit être communiquée sans délai, le jour de l'adjudication, à l'Administration de la trésorerie.

CHAPITRE III. — *Souscriptions non compétitives*

Art. 9. Au plus tard à 12 heures du jour de l'adjudication, la Banque Nationale de Belgique peut souscrire, pour le compte de banques centrales étrangères et d'institutions y assimilées et pour compte d'institutions financières internationales dont la Belgique est membre, au prix moyen pondéré de l'adjudication.

Art. 10. Les teneurs de marché, le Fonds monétaire, la Caisse des dépôts et consignations et le Fonds des Rentes peuvent souscrire à des obligations linéaires du même emprunt au prix moyen pondéré de l'adjudication entre 12 heures et 12 h 30 m du premier jour bancaire ouvrable suivant l'adjudication.

Le droit de participation des teneurs de marché aux souscriptions non compétitives peut être suspendu, réduit ou majoré conformément aux règles établies par le cahier des charges et le code de bonne conduite des teneurs de marché en valeurs du Trésor.

Art. 11. Les lignes d'obligations linéaires sont classifiées par périodes de durées restant à courir :

1° période moyenne : durées restant à courir de moins de huit ans;

2° période longue : durées restant à courir de huit ans minimum et de moins de onze ans;

3° période très longue : durées restant à courir de onze ans ou plus.

Art. 12. La souscription au prix moyen pondéré de l'adjudication de chaque teneur de marché ne peut excéder, pour chaque période de durées restant à courir au sens de l'article 11 dans laquelle une tranche d'un emprunt a été adjugée la veille, la moyenne arithmétique de sa participation compétitive, à savoir le montant des obligations effectivement acquises, lors des quatre dernières adjudications dans la période de durées en ce compris l'adjudication de la veille.

Belgische frank uitgedrukte lineaire obligaties, afgerond op de onmiddellijk hogere tranche van 5 miljoen frank met een minimum van 50 miljoen frank per offerte.

De afrondingswijze wat betreft de lineaire obligaties die niet in Belgische frank uitgedrukt zijn, wordt bepaald door het uitgiftebesluit.

Afdeling VI. — De bekendmaking van de resultaten van de aanbestedingen

Art. 8. § 1. Zo spoedig mogelijk, en, behoudens technische onmogelijkheid, uiterlijk om 14 uur van de dag van de aanbesteding, worden via de pagina's van de Administratie der thesaurie in het Reuters- en Teleratesysteem bekendgemaakt :

1° het totale bedrag van de gevalideerde offertes;

2° de hoogste en de laagste voorgestelde prijzen;

3° het toegewezen bedrag en de laagste in aanmerking genomen prijs;

4° het percentage toegewezen op de offertes die werden ingediend tegen de laagste in aanmerking genomen prijs;

5° de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding;

6° het gewogen gemiddelde rendement;

7° het aantal inschrijvers aan wie een inschrijving werd toegewezen.

§ 2. De inschrijvers blijven gebonden door hun offerte indien de uitslag na 14 uur van de dag van de aanbesteding wordt bekendgemaakt.

§ 3. Indien de volledige gegevens van de aanbesteding niet via het Reuters- en Teleratesysteem kunnen worden bekendgemaakt binnen een redelijke termijn na 14 uur op de dag van de aanbesteding, zal de Administratie der thesaurie de markt en de kopers bij voorrang mededelen :

1° de laagste in aanmerking genomen prijs;

2° het percentage toegewezen op de offertes die werden ingediend tegen de laagste in aanmerking genomen prijs;

3° de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding.

§ 4. Behalve indien zij werden ingelicht zoals bepaald in § 3, kunnen de kopers hun offerte herroepen indien de gegevens, bedoeld in die paragraaf, niet vóór 16 uur op de dag van de aanbesteding via de pagina's van de Administratie der thesaurie in het Reuters- en Teleratesysteem werden bekendgemaakt. De herroeping dient onverwijld, op de dag van de aanbesteding, aan de Administratie der thesaurie te worden medegedeeld.

HOOFDSTUK III. — *Inschrijvingen buiten mededinging*

Art. 9. Uiterlijk tot 12 uur op de dag van de aanbesteding, kan de Nationale Bank van België, voor rekening van buitenlandse centrale banken en hiermede gelijk te stellen instellingen en voor rekening van internationale financiële instellingen waarvan België lid is, inschrijven tegen de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding.

Art. 10. De markthouders, het Muntfonds, de Deposito- en Consignatiekas en het Rentenfonds kunnen de eerste bankwerkdag volgend op de aanbesteding, tussen 12 uur en 12 u. 30 m., inschrijven op lineaire obligaties van dezelfde lening tegen de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding.

Het recht van de markthouders om deel te nemen aan de inschrijvingen buiten mededinging kan worden geschorst, verminderd of verhoogd overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het lastenkohier en de gedragscode van de markthouders in Schatkistwaarden.

Art. 11. De lijnen van lineaire obligaties worden volgens resterende periodes van looptijd ingedeeld :

1° middellange periode : resterende looptijden van minder dan 8 jaar;

2° lange periode : resterende looptijden van ten minste acht jaar en minder dan elf jaar;

3° zeer lange periode : resterende looptijden van 11 jaar of meer.

Art. 12. De inschrijving tegen de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding van elke markthouder mag, voor elke resterende periode van looptijd in de zin van artikel 11 waarin de dag ervoor een tranche van een lening werd toegewezen, het rekenkundig gemiddelde van zijn deelneming met mededinging niet overschrijden, met name het bedrag van de obligaties die effectief werden verworven ter gelegenheid van de laatste vier aanbestedingen in de periode van looptijd, inbegrepen de aanbesteding van de dag ervoor.

Par dérogation à l'alinéa 1er, si il est procédé à l'adjudication d'une tranche de plusieurs lignes dans une même période de durées, cas ci-après dénommé ″émission multiple″, chaque tranche émise est considérée comme une adjudication compétitive séparée pour le calcul de la moyenne arithmétique déterminant le montant des souscriptions non compétitives.

Pour chaque tranche ainsi émise, le droit intégral à une souscription non compétitive est maintenu.

Ce droit est égal à la moyenne arithmétique des participations compétitives aux trois avant-dernières adjudications dans la période de durées et à l'adjudication de la veille pour la tranche considérée, lors de l'émission multiple.

A l'adjudication suivante, le montant de l'émission multiple pris en considération pour fixer le nouveau droit à une souscription non compétitive dans la période de durées est égal au total des montants des diverses adjudications compétitives de l'émission multiple divisé par le nombre de tranches adjugées lors de celle-ci.

Si la moyenne arithmétique est supérieure à zéro, les dispositions de l'article 7, alinéa 3, sont applicables pour l'arrondissement de ce montant.

Art. 13. En cas de renonciation à un appel d'offres, conformément à l'article 6 de l'arrêté cadre et dans l'intérêt du marché, les teneurs de marché peuvent être autorisés à introduire des souscriptions non compétitives au prix et selon les règles déterminés au cas par cas.

Dans ce cas, la moyenne arithmétique est calculée sur les trois dernières adjudications dans la période de durées concernée.

Art. 14. La révocation d'une offre conformément à l'article 8, § 4 du présent arrêté, ne fait pas obstacle à une souscription conformément à l'article 10.

Art. 15. Les souscriptions visées aux articles 10, 13 et 14 peuvent être acceptées pour leur montant total ou à concurrence d'un montant réduit proportionnellement, sans que le montant réduit d'une souscription ne puisse être inférieur à 30% du droit de participation visé à l'article 12, tel que modifié, le cas échéant, par application de l'article 10, alinéa 2.

La réduction proportionnelle éventuelle n'est toutefois pas appliquée aux souscriptions du Fonds monétaire, de la Caisse des dépôts et consignations et du Fonds des Rentes.

Si les souscriptions visées à l'article 10 ne sont acceptées que pour un montant réduit, les souscriptions visées à l'article 9 ne sont également acceptées que dans la même proportion.

Art. 16. Les montants réduits visés à l'article 10, alinéa 2 et à l'article 15 sont arrondis conformément aux dispositions de l'article 7, alinéa 3.

Art. 17. L'article 5, alinéas 1 à 4, et l'article 6 sont applicables aux souscriptions visées aux articles 9 et 10.

CHAPITRE IV. — *La liquidation des montants émis par adjudications, souscriptions non compétitives, tout procédé de prix ferme et offres de vente à prix fixe*

Art. 18. Le montant à payer par l'acquéreur, à la date de valeur de l'émission, est le prix offert ou le prix de souscription, majoré des intérêts courus dont le calcul s'établit comme suit :

— les intérêts courent à partir du jour de départ de la période d'intérêts en cours au jour de valeur de l'émission (compris) jusqu'au jour de valeur de l'émission (non compris);

— une année compte 360 jours, un mois compte 30 jours;

— lorsque le jour de départ d'une période d'intérêts est le 31e jour d'un mois, les intérêts à bonifier courent à partir de ce jour inclusivement;

— lorsque le jour de valeur de l'émission est le 31e jour d'un mois, les intérêts à bonifier sont égaux à ceux qui auraient été bonifiés si ce jour de valeur de l'émission avait été le 30e jour du même mois;

— lorsque le jour de valeur de l'émission est le 30e jour d'un mois et que les intérêts échoient le 31e jour du même mois, le montant des intérêts courus à payer est égal à celui des intérêts à échoir;

— lorsque le jour de valeur de l'émission coïncide avec le jour de départ de la première période d'intérêts ou avec le jour de l'échéance des intérêts, il n'y a pas d'intérêts courus à payer.

In afwijking van lid 1 wordt, wanneer er overgegaan wordt tot een aanbesteding voor een tranche van meerdere lijnen in eenzelfde periode van looptijd, hierna genoemd ″meervoudige uitgifte″, iedere uitgegeven tranche beschouwd als een afzonderlijke aanbesteding met mededinging bij de berekening van het rekenkundig gemiddelde ter bepaling van het bedrag van de inschrijvingen buiten mededinging.

Voor iedere aldus uitgegeven tranche wordt het volledige recht op een inschrijving buiten mededinging behouden.

Dit recht is gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de deelnemingen met mededinging aan de drie voorlaatste aanbestedingen met mededinging in de periode van looptijd en van de aanbesteding van de vorige dag van de bedoelde tranche, bij de meervoudige uitgifte.

Bij de volgende aanbesteding is het bedrag van de meervoudige uitgifte dat in aanmerking wordt genomen om het nieuwe recht op een inschrijving buiten mededinging in de periode van looptijd te bepalen, gelijk aan het totaal van de bedragen van de verschillende aanbestedingen met mededinging van de meervoudige uitgifte gedeeld door het aantal aanbestede tranches van deze uitgifte.

Indien het rekenkundig gemiddelde groter is dan nul, is artikel 7, lid 3, van toepassing voor de afronding van dit bedrag.

Art. 13. In geval van verzaking aan een offerteaanvraag, overeenkomstig artikel 6 van het kaderbesluit en in het belang van de markt, kunnen de markthouders worden gemachtigd om inschrijvingen buiten mededuiging in te dienen tegen de prijs en overeenkomstig de regels bepaald geval per geval.

In dit geval, wordt het rekenkundig gemiddelde berekend op de laatste drie aanbestedingen in de betrokken looptijd.

Art. 14. De herroeping van een offerte overeenkomstig artikel 8, § 4 van dit besluit, vormt geen beletsel voor een inschrijving overeenkomstig artikel 10.

Art. 15. De inschrijvingen bedoeld in de artikelen 10, 13 en 14 kunnen voor het totale of ten belope van een naar evenredigheid verminderd bedrag aanvaard worden, zonder dat het verminderde bedrag van een inschrijving kleiner mag zijn dan 30% van het recht van deelneming bedoeld in artikel 12, zoals gewijzigd, in voorkomend geval, door toepassing van artikel 10, lid 2.

De eventuele proportionele vermindering wordt echter niet toegepast op de inschrijvingen van het Muntfonds, van de Deposito- en Consignatiekas en van het Rentenfonds.

Indien de inschrijvingen bedoeld in artikel 10 slechts ten belope van een verminderd bedrag worden aanvaard, worden de inschrijvingen bedoeld in artikel 9 eveneens slechts in dezelfde mate aanvaard.

Art. 16. De verminderde bedragen bedoeld door artikel 10, lid 2 en door artikel 15, worden afgerond overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, lid 3.

Art. 17. Artikel 5, lid 1 tot en met 4, en artikel 6 zijn van toepassing op de inschrijvingen bedoeld in de artikelen 9 en 10.

HOOFDSTUK IV. — *De vereffening van de bedragen uitgegeven door aanbestedingen, inschrijvingen buiten mededinging, iedere werkwijze van vaste overname en offertes van verkoop tegen vaste prijs*

Art. 18. Het door de koper op de valutadatum van de uitgifte te betalen bedrag, is de geboden prijs of de inschrijvingsprijs, verhoogd met de opgelopen interesten die als volgt worden berekend :

— de interesten lopen vanaf de aanvangsdatum van de op de valutadatum van de uitgifte lopende renteperiode (inbegrepen) tot de valutadatum van de uitgifte (niet inbegrepen);

— één jaar telt 360 dagen, één maand telt 30 dagen;

— indien de aanvangsdatum van de renteperiode de 31ste dag van een maand is, lopen de interesten vanaf en met inbegrip van die dag;

— indien de valutadatum van de uitgifte de 31e dag van een maand is, zijn de te betalen interesten gelijk aan de interesten die zouden verschuldigd zijn indien de valutadatum van de uitgifte de 30e dag van dezelfde maand was geweest;

— indien de valutadatum van de uitgifte de 30e dag van een maand is en de rentevervaldag de 31e dag van dezelfde maand is, is het bedrag van de te betalen opgelopen interesten gelijk aan het bedrag van de te vervallen interesten;

— indien de valutadatum van de uitgifte samenvalt met de aanvangsdatum van de eerste renteperiode of met de rentevervaldag, zijn geen opgelopen interesten verschuldigd.

Art. 19. § 1er. Les dommages-intérêts visés à l'article 11, § 1er, de l'arrêté cadre sont calculés comme suit :

1° une indemnité correspondant à 7 jours d'intérêts, calculés au taux d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique en vigueur à la date de valeur pour les avances en compte-courant hors ligne de crédit, sur le montant qui était à payer du chef de l'offre adjugée ou de la souscription non compétitive qui sont résolues;

2° le cas échéant, une somme égale à la différence positive entre le montant qui était à payer du chef de l'offre adjugée ou de la souscription résolue et la valeur des obligations émises, sur la base du cours de référence publié par le Fonds des Rentes à la date de valeur.

§ 2. Les intérêts de retard visés à l'article 11, § 2, de l'arrêté cadre sont le taux d'intérêt actuariel moyen pondéré de l'adjudication.

CHAPITRE V. — *Offres d'échange contre des titres de la dette de l'Etat*

Art. 20. L'Administrateur général de l'Administration de la trésorerie, ou le fonctionnaire désigné pour le remplacer, est autorisé à procéder à des échanges, aux conditions qu'il détermine.

Art. 21. L'opération d'échange se déroule sur une base strictement volontaire.

Art. 22. Le solde non échangé des titres de la dette publique visés par l'offre publique d'échange continue à exister jusqu'à son échéance finale aux conditions déterminées dans les arrêtés d'émission.

Art. 23. L'Administrateur général de l'Administration de la trésorerie, ou le fonctionnaire désigné pour le remplacer, détermine le calendrier des opérations d'échange et les titres concernés par les offres d'échange.

Il est autorisé :

1° à renoncer partiellement ou totalement à l'opération annoncée jusques et y compris le jour de l'opération d'échange;

2° à décider, le jour de l'opération, de l'acceptation des souscriptions et de la réduction proportionnelle du montant de ces souscriptions.

Art. 24. Le capital nominal des titres nécessaire pour garantir le paiement de l'offre remise doit être inscrit sur le compte du souscripteur dans le système de compensation de titres (clearing) de la Banque Nationale de Belgique au plus tard le jour ouvrable et bancaire qui précède la date de valeur de l'échange.

Art. 25. Les intérêts sur les obligations linéaires émises suite à l'opération d'échange sont payés au Trésor selon les règles établies par l'article 18 du présent arrêté étant entendu que par ″date de valeur de l'émission″ on entend ″date valeur de l'échange″.

Ce paiement s'effectue à l'intervention de la Banque Nationale de Belgique via son système de compensation de titres à la date valeur de l'échange.

Art. 26. L'offre d'échange :

1° dont le capital nominal des titres nécessaire pour garantir le paiement de l'offre remise n'est pas inscrit sur le compte du souscripteur dans le système de compensation de titres de la Banque Nationale de Belgique au plus tard le jour ouvrable et bancaire qui précède la date de valeur de l'échange ou,

2° dont les intérêts sur les obligations linéaires émises ne sont pas payés à la date valeur de l'échange,

est résolue de plein droit et sans mise en demeure.

En cas d'application de l'alinéa précédent, le souscripteur doit à l'Etat une indemnité correspondant à 7 jours d'intérêts, calculés au taux d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique en vigueur à la date de valeur pour les avances en compte-courant hors ligne de crédit, sur le montant nominal des obligations linéaires qui auraient dû être émises.

L'indemnité due au Trésor doit être versée directement au compte 100-0040000-70 du Service du Caissier de l'Etat, à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles, avec la mention : ″Offre d'échange Intérêts de retard - Art. 06.01.10-48.1.2.″

Art. 19. § 1. De schadevergoeding bedoeld in artikel 11, § 1, van het kaderbesluit wordt berekend als volgt :

1° een vergoeding die overeenkomt met 7 dagen interest die, tegen het rentetarief van de Nationale Bank van België dat op de valutadatum toepasselijk is voor de voorschotten in rekening-courant boven de kredietlijn, berekend wordt over het bedrag dat wegens de ontbonden toewijzing of inschrijving buiten mededinging diende te worden betaald;

2° in voorkomend geval, een som die overeenstemt met het positieve verschil tussen het bedrag dat wegens de ontbonden toewijzing of inschrijving diende betaald te worden en de waarde van de uitgegeven obligaties, op de basis van de door het Rentenfonds op de valutadatum bekendgemaakte referentiekoers.

§ 2. De verwijlinteresten bedoeld in artikel 11, § 2, van het kaderbesluit worden gelijkgesteld met de gewogen gemiddelde actuariële rentevoet van de aanbesteding.

HOOFDSTUK V. — *Offertes van omruiling tegen effecten van de Staatsschuld*

Art. 20. De Administrateur-generaal van de Administratie der thesaurie, of de ambtenaar die werd aangewezen om hem te vervangen, wordt gemachtigd om omruilingen uit te voeren tegen de voorwaarden die hij bepaalt.

Art. 21. De operatie van omruiling gebeurt op een volstrekt vrijwillige basis.

Art. 22. Het niet omgeruilde saldo van de effecten van de Staatschuld waarop de openbare offerte van omruiling betrekking heeft, blijft tot zijn eindvervaldag behouden aan de voorwaarden bepaald in de uitgiftebesluiten.

Art. 23. De Administrateur-generaal van de Administratie der thesaurie, of de ambtenaar die werd aangewezen om hem te vervangen, bepaalt de kalender van de omruilingsoperaties alsook de effecten betrokken bij de omruilingsoffertes.

Hij wordt gemachtigd om :

1° tot en met de dag van de omruilingsoperatie geheel of gedeeltelijk aan de aangekondigde operatie te verzaken;

2° op de dag van de omruilingsoperatie te beslissen over de aanvaarding van de inschrijvingen en over de proportionele vermindering van het bedrag van deze inschrijvingen.

Art. 24. Het nominale kapitaal van de effecten nodig om de betaling van de ingediende offerte te verzekeren, dient uiterlijk de bankwerkdag vóór de valutadatum van de omruiling op de rekening van de inschrijver in het verrekeningsstelsel van effecten (clearing) van de Nationale Bank van België ingeschreven te zijn.

Art. 25. De interesten verschuldigd op de uitgegeven lineaire obligaties worden betaald aan de Schatkist volgens de regels vastgesteld door het artikel 18 van dit besluit in die zin dat onder ″valutadatum van de uitgifte″ ″valutadatum van de omruiling″ begrepen wordt.

Deze betaling gebeurt bij de Nationale Bank van België op de valutadatum van de omruiling via het verrekeningsstelsel van effecten.

Art. 26. De offerte van omruiling :

1° waarvan het nominale kapitaal van de effecten, nodig om de betaling van de ingediende offerte van omruiling te verzekeren, op de bankwerkdag vóór de valutadatum van de omruiling niet ingeschreven is op de rekening van de inschrijver in het verrekeningsstelsel van effecten van de Nationale Bank van België of,

2° waarvan de interesten verschuldigd op de uitgegeven lineaire obligaties niet gestort zijn op de valutadag van de omruiling,

is van rechtswege en zonder ingebrekestelling ontbonden.

In geval van toepassing van bovenstaand lid is de inschrijver aan de Staat een vergoeding verschuldigd die overeenkomt met 7 dagen interest die, tegen het rentetarief van de Nationale Bank van België dat op de valutadatum van omruiling toepasselijk is voor de voorschotten in rekening-courant boven de kredietlijn, berekend wordt over het nominale bedrag van de lineaire obligaties die zouden moeten uitgegeven zijn.

De vergoeding verschuldigd aan de Schatkist moet rechtstreeks gestort worden op de rekening 100-0040000-70 van de Dienst van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België te Brussel, met de vermelding : ″Offerte van omruiling - nalatigheidsinteresten - Art. 06.01.10-48.1.2.″

CHAPITRE VI. — *Délégation*

Art. 27. § 1er. L'Administrateur général de l'Administration de la trésorerie, ou le fonctionnaire désigné pour le remplacer en cas d'empêchement, est autorisé à décider de la publication du calendrier des émissions, de l'inscription sur et de la radiation de la liste des soumissionnaires admis, de l'émission des obligations linéaires, de l'adjudication des obligations linéaires, de l'acceptation des offres compétitives, de la réduction du montant des souscriptions non compétitives et de l'octroi des délais de paiement.

Il peut également suspendre, réduire ou majorer le droit de participation des teneurs de marché aux souscriptions non compétitives.

§ 2. L'Administrateur général de l'Administration de la trésorerie, ou le fonctionnaire désigné pour le remplacer en cas d'empêchement, est autorisé à suspendre le droit des teneurs de marché désignés de demander la scission d'obligations linéaires en vue de préserver la liquidité du marché secondaire des obligations linéaires.

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses*

Section Ire. — Titres scindés

Art. 28. Les opérations de scission relatives à des obligations linéaires libellées en francs belges doivent porter sur un montant d'un million de francs ou sur un multiple d'un million de francs de ces obligations.

Section II. — Dispositions abrogatoires

Art. 29. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 23 avril 1992 accordant délégation à l'Administrateur général de la trésorerie en matière d'émission des obligations linéaires;

2° l'arrêté ministériel du 23 avril 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires libellées en francs;

3° l'arrêté ministériel du 11 mai 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires libellées en écus;

4° l'arrêté ministériel du 21 octobre 1992 accordant délégation à l'Administrateur général de la trésorerie en matière de préservation de la liquidité des lignes d'obligations linéaires scindables;

7° l'arrêté ministériel du 10 janvier 1997 accordant délégation à l'Administrateur général de l'Administration de la trésorerie en matière d'émission des obligations linéaires et de préservation de la liquidité des lignes d'obligations linéaires scindables;

8° l'arrêté ministériel du 10 janvier 1997 relatif à l'échange en 1997 d'obligations linéaires contre d'autres obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses.

Section III. — Entrée en vigueur

Art. 30. L'arrêté cadre et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge.*

Bruxelles, le 22 octobre 1997.

Ph. MAYSTADT

HOOFDSTUK VI. — *Delegatie van bevoegdheden*

Art. 27. § 1. De Administrateur-generaal van de Administratie der thesaurie, of de ambtenaar die werd aangewezen om hem bij verhindering te vervangen, wordt gemachtigd om te beslissen over de publicatie van de emissiekalender, over de inschrijving op en de schrapping van de lijst van de toegelaten inschrijvers, over de uitgifte van lineaire obligaties, over de aanbesteding van de lineaire obligaties, over de aanvaarding van de offertes met mededinging, over de vermindering van de inschrijvingen buiten mededinging en over de toekenning van betalingsuitstel.

Hij kan eveneens het recht van deelname van de markthouders aan de inschrijvingen buiten mededinging schorsen, verminderen of verhogen.

§ 2. De Administrateur-generaal van de Administratie der thesaurie, of de ambtenaar aangesteld om hem te vervangen indien hij verhinderd is, wordt gemachtigd om het recht van de aangestelde markthouders om de splitsing van lineaire obligaties aan te vragen, te schorsen met het oog op de vrijwaring van de liquiditeit van de secundaire markt van de lineaire obligaties.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Afdeling I. — Gesplitste effecten

Art. 28. De splitsingsverrichtingen betreffende lineaire obligaties uitgedrukt in Belgische frank moeten slaan op bedragen van één miljoen frank of een veelvoud van één miljoen frank van deze obligaties.

Afdeling II. — Opheffingsbepalingen

Art. 29. Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 23 april 1992 waarbij aan de Administrateur-generaal van de thesaurie bevoegdheden gedelegeerd worden in verband met de uitgifte;

2° het ministerieel besluit van 23 april 1992 betreffende de uitgifte van de in franken uitgedrukte lineaire obligaties;

3° het ministerieel besluit van 11 mei 1992 betreffende de uitgifte van de in ecu's uitgedrukte lineaire obligaties;

4° het ministerieel besluit van 21 oktober 1992 waarbij bevoegdheden overgedragen worden aan de Administrateur-generaal van de thesaurie op het vlak van de vrijwaring van de liquiditeit van de lijnen van splitsbare lineaire obligaties;

7° het ministerieel besluit van 10 januari 1997 waarbij bevoegdheden overgedragen worden aan de Administrateur-generaal van de Administratie der thesaurie inzake de uitgifte van lineaire obligaties en de vrijwaring van de liquiditeit van de lijnen van splitsbare lineaire obligaties;

8° het ministerieel besluit van 10 januari 1997 betreffende de omruiling in 1997 van lineaire obligaties tegen andere lineaire obligaties van verschillende lijnen en vervaldagen.

Afdeling III. — Inwerkingtreding.

Art. 30. Het kaderbesluit en dit besluit treden in werking de dag van hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad.*

Brussel, 22 oktober 1997.

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 2475 [C − 97/22599]

8 AOUT 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1996 fixant, pour l'exercice 1997, le budget global du Royaume, visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux, pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996 fixant, pour l'exercice 1997, le budget global du Royaume visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux, pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 2475 [C − 97/22599]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996 houdende vaststelling voor het dienstjaar 1997 van het globale budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996 houdende vaststelling voor het dienstjaar 1997 van het globale budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen;